

- Le directeur général représente la caisse pour tous les actes pouvant l'engager et en justice. Il est responsable de l'exécution des décisions du conseil d'administration et du bon fonctionnement de la caisse dans le respect des lois et règlements. Il remplit les attributions définies par les règlements d'application de la présente loi.
- Il est assisté par un directeur des services financiers et comptables et un directeur des services administratifs engagés sur proposition conjointe du ministre des finances et de l'économie et du ministre délégué à la présidence chargé des sociétés d'Etat.
- L'article 9 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :
 - Le directeur des services financiers et comptables est chargé de gérer les fonds de la caisse. Il est pécuniairement responsable de sa gestion et de celle de son intérimaire.
 - Il tient ses comptes et rend compte de sa gestion selon les modalités réglementaires et les instructions du conseil d'administration.
- L'article 10 est complété par les alinéas suivants :
 - La caisse peut recevoir des dépôts à terme, à préavis ou sous toute autre forme autorisée par le ministre de tutelle après avis de la banque centrale.
 - La caisse peut mettre à la disposition des déposants des formules de chèques pour tirer sur le montant des dépôts. Elle peut exécuter les ordres de virement d'un déposant au profit du compte d'un autre déposant ou d'un compte tenu dans une autre institution financière en se soumettant à la réglementation bancaire. La caisse peut accorder des crédits à ses déposants selon les modalités fixées par le conseil d'administration après avis de la banque centrale et approbation par le ministre de tutelle.
- La première phrase de l'article 14 est ainsi modifiée :
 - Un intérêt dont le taux est fixé par décret pris en conseil des ministres, sur rapport du ministre de tutelle, est servi aux déposants de la caisse.
- Le premier alinéa de l'article 16 est ainsi modifié :
 - Tout déposant peut opérer ses versements et retraits à tous les guichets de la caisse ouverts conformément à l'article 3.
- L'article 25 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :
 - La caisse est administrée par un conseil ainsi composé :
 - Président : une personnalité nommée par décret, sur proposition du ministre de tutelle ;
 - Membres : Un magistrat désigné par le garde des sceaux, ministre de la justice
 - Un représentant de la banque centrale, agence de Lomé
 - Le directeur général des postes et télécommunications
 - Un membre de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie
 - Le directeur de l'économie
 - Deux épargnants, désignés l'un par le ministre du commerce, l'autre par le ministre du développement rural
 - Un représentant du personnel de la caisse désigné par le secrétaire général de la confédération nationale des travailleurs togolais.
- Le directeur général et le directeur des services financiers et comptables assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.
- Le directeur des services administratifs assure le secrétariat du conseil d'administration.
- Le conseil d'administration peut désigner, parmi ses membres, une délégation permanente chargée de veiller à l'exécution de ses décisions ou de prendre des mesures urgentes sous réserve de ratification à la prochaine session du conseil.
- L'article 28 est ainsi modifié :

— Les délibérations concernant les points prévus au premier paragraphe de l'article 26 ne sont exécutoires qu'après approbation par le ministre de tutelle.

— Art. 2 — attributions dévolues respectivement au directeur et à l'agent comptable de la caisse par les lois et décrets antérieurs à la présente ordonnance sont exercées respectivement par le directeur général et le directeur des services financiers et comptables.

Art. 3 — Les attributions dévolues au contrôleur par le décret n° 62-94 du 6 juillet 1962 sont exercées par un contrôleur général, engagée par le conseil d'administration sur proposition du ministre de tutelle.

Art. 4 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 10 Janvier 1980
Général d'Armée G. EYADEMA

ORDONNANCE N° 80-14 du 10 janvier 1980 autorisant la ratification de la convention de coopération économique, culturelle, scientifique et technique entre le gouvernement de la République togolaise et le Gouvernement de la République algérienne, démocratique et populaire, signée à Lomé le 28 avril 1976.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération,
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de la convention de coopération économique, culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République togolaise et le Gouvernement de la République algérienne, démocratique et populaire, signé à Lomé le 28 avril 1976.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 10 janvier 1980
Général d'Armée G. Eyadéma

ORDONNANCE N° 80-17 du 4 février 1980 portant modification de la raison sociale de la compagnie Togolaise des Mines du Bénin et organisant la tutelle de l'Etat sur l'Office Togolais des Phosphates.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre des mines, de l'énergie, des ressources hydrauliques et des travaux publics ;

Vu la constitution, notamment en ses articles 32 et 35 ;

Vu l'ordonnance n° 19 du 10 juillet 1974 portant nouveaux statuts de la compagnie togolaise des mines du Bénin ;

Vu l'ordonnance n° 80-12 du 10 janvier 1980 portant dissolution de l'office togolais des phosphates ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967,

ORDONNE :

Article premier — La raison sociale de la compagnie togolaise des Mines du Bénin, figurant à l'article premier de l'ordonnance n° 19 du 10 juillet 1974, susvisée, est modifiée et la société nationale est désormais dénommée :

OFFICE TOGOLAIS DES PHOSPHATES.

Art. 2 — L'office togolais des phosphates est placé sous la tutelle administrative du ministre des mines, de l'énergie, des ressources hydrauliques et des travaux publics.